

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/575
18 juin 2004

(04-2642)

Original: anglais

COMMUNIQUÉ MINISTÉRIEL DU G-20

Communication du Brésil

La communication ci-après, datée du 16 juin 2004, et adressée par la délégation du Brésil, est distribuée aux Membres.

COMMUNIQUÉ MINISTÉRIEL DU G-20

12 juin 2004

1. "Les Ministres du G-20 se sont réunis à São Paulo, le 12 juin, à l'occasion de la XI^{ème} session de la CNUCED. Des délégations des pays ci-après ont assisté à la réunion organisée par le Brésil: Afrique du Sud, Argentine, Bolivie, Chili, Chine, Cuba, Égypte, Inde, Indonésie, Mexique, Nigéria, Pakistan, Paraguay, Philippines, Tanzanie, Thaïlande, Venezuela et Zimbabwe.
2. Le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, M. Supachai Panitchpakdi, et l'Ambassadeur Tim Groser, Président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture, ont pris part à la réunion en tant qu'invités d'honneur. Les Ministres se sont également entretenus avec le Ministre de la coopération et du commerce du Guyana et coordonnateur du G-90, M. Clement Rohee, dont la participation faisait écho à celle du Ministre Amorim à la Conférence ministérielle de Georgetown du G-90, tenue le 3 juin 2004. À cette occasion, rappelant les intérêts communs des deux groupes, le Ministre Amorim avait demandé au G-90 de coopérer étroitement et d'agir de concert avec le G-20 afin de donner une suite concrète au Programme de Doha pour le développement.
3. La réunion s'est tenue à un tournant du Cycle de Doha, alors même que les Membres de l'OMC s'efforçaient de s'accorder sur un cadre pour les négociations agricoles avant la fin du mois de juillet.
4. Les Ministres ont fait le point des discussions menées dans le cadre du Cycle de Doha, en insistant particulièrement sur l'agriculture, et se sont interrogés sur les étapes suivantes de la négociation. Les Ministres ont réitéré que le maintien du niveau d'ambition du mandat de Doha devait rester le principe directeur des négociations. Dans ce contexte, tout texte-cadre devait être entièrement compatible avec le mandat de Doha et déboucher sur des modalités à même d'assurer des réductions substantielles du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges, une augmentation substantielle de l'accès aux marchés, le retrait progressif de toutes les formes de subventions à l'exportation et un traitement spécial et différencié opérationnel et effectif tenant compte des besoins en matière de sécurité alimentaire et de garantie des moyens d'existence ainsi que de développement rural.

5. Les Ministres ont rappelé que depuis Cancún, le G-20 avait mené des travaux intensifs concernant les trois piliers des négociations agricoles. Des consultations avaient également été tenues avec de nombreux groupes de l'OMC et certains de ses Membres. Les Ministres se sont félicités du fait que la participation constructive du G-20 avait contribué les semaines précédentes à une plus grande convergence dans les négociations.

6. Les Ministres ont réaffirmé l'importance qu'ils accordaient à l'OMC et au système commercial multilatéral fondé sur des règles. Les négociations sur l'agriculture étaient essentielles pour mener à bien le Cycle de Doha dans les délais. Le commerce des produits agricoles restait entravé par toutes sortes d'obstacles et de distorsions. Une libéralisation véritable du commerce des produits agricoles devait inclure des réformes permettant de supprimer ces obstacles et ces distorsions. Cela contribuerait grandement aux objectifs de développement du Cycle.

7. Les Ministres ont rappelé que les intérêts et les préoccupations des pays en développement Membres occupaient une place primordiale dans le Programme de Doha pour le développement et dans les négociations. Il devait être pleinement tenu compte du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement Membres dans le résultat des négociations. Il fallait effectivement remédier aux préoccupations des pays les moins avancés, des économies les plus petites et les plus vulnérables, des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et des Membres ayant récemment accédé à l'OMC. La question de l'érosion des préférences devait aussi être pleinement prise en compte dans les négociations.

8. Les Ministres se sont félicités des progrès réalisés dans les négociations pour ce qui était de fixer une date butoir crédible pour l'élimination progressive de toutes les formes de subventions à l'exportation comme le prescrivait le mandat de Doha. Il faudrait à cette fin se doter d'une définition précise, efficace et applicable des calendriers et des disciplines afin d'assurer l'élimination des subventions directes à l'exportation, ainsi que de toutes les formes de subventions liées aux crédits à l'exportation, aux opérations d'aide alimentaire et aux activités des entreprises commerciales d'État.

9. Les Ministres ont souligné que plusieurs questions importantes et sensibles restaient à aborder au sujet du soutien interne. Afin de remplir le mandat de Doha concernant ce pilier, des réductions substantielles du soutien, des disciplines renforcées et un suivi effectif s'avéraient indispensables. Pour parvenir à une réduction substantielle des subventions internes, il fallait appliquer des réductions importantes à l'ensemble des mesures de soutien qui faussaient les échanges, ce qui exigeait notamment un effort de clarté quant au point de départ des engagements de réduction dans la catégorie bleue. Il fallait améliorer les disciplines relatives au soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges pour éviter les changements de produits ou de catégories. L'importance qu'il y avait à accepter des disciplines par produit dans les catégories orange et bleue avait été soulignée. Il était indispensable de se doter de mécanismes de suivi renforcés pour assurer que les Membres respectent leurs engagements.

10. S'agissant de la catégorie verte, les Ministres ont souligné qu'il importait de veiller à ce qu'elle ne fausse pas les échanges, et qu'il fallait donc préciser ses critères, tout en s'assurant de ce que les principes de transparence et de responsabilité président à son utilisation.

11. Les Ministres ont indiqué que la composition du G-20 reflétait un large éventail d'intérêts divers. Suivant les principes de transparence et de non-exclusion, le Groupe était parvenu à prendre en compte les préoccupations d'autres Membres extérieurs au G-20 dans ses propositions, en particulier d'autres pays en développement et de pays les moins avancés. En conséquence, à l'issue de consultations approfondies avec d'autres groupes et de travaux techniques intensifs, le 28 mai, le G-20 avait distribué une proposition contenant les principaux éléments d'un cadre en matière d'accès aux marchés. Cette proposition énonçait les éléments d'une formule possible de réduction des droits de douane ainsi que toutes les autres questions liées à l'accès aux marchés, y compris des dispositions

effectives en matière de traitement spécial et différencié, comme le mécanisme de sauvegarde spéciale et le concept de produits spéciaux pour les pays en développement, qui constitueraient autant d'étapes nécessaires vers l'établissement d'un cadre.

12. Les Ministres se sont félicités du fait que le document du G-20 avait relancé le débat de fond sur le pilier relatif à l'accès aux marchés et permis une meilleure compréhension des positions de chaque Membre et des véritables questions à régler.

13. Les Ministres ont réaffirmé leur solidarité vis-à-vis des producteurs de coton de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et demandé qu'une solution soit apportée au problème du coton à titre prioritaire dans l'intérêt de tous les pays en développement producteurs de coton.

14. Les Ministres ont souligné l'importance qu'il y avait à aborder dans le cadre des négociations le renforcement des disciplines concernant les prohibitions et les restrictions à l'exportation visées à l'article 12 de l'Accord sur l'agriculture.

15. Les Ministres ont rappelé leur attachement aux négociations et se sont engagés à continuer d'apporter leur concours au Cycle de Doha. Ils ont également souligné qu'il incombait à tous les Membres de l'OMC d'assurer le succès des négociations mais que ceux qui étaient à l'origine des principales distorsions dans le commerce des produits agricoles avaient une responsabilité particulière à cet égard.

16. Réunis à la veille de l'inauguration de la XI^{ème} session de la CNUCED, les Ministres avaient eu la satisfaction de constater que 40 ans après, le mandat de la CNUCED n'avait rien perdu de sa validité et ils ont souligné que l'organisation devait continuer à contribuer à une meilleure compréhension des questions liées au commerce et au développement et à la création d'un consensus autour des solutions possibles à y apporter.

17. Les Ministres se sont tous dits convaincus que l'intensification du commerce Sud-Sud devait bénéficier de l'attention prioritaire de tous les membres du Groupe. L'accroissement des flux commerciaux entre pays en développement contribuerait pour une large part à une meilleure intégration globale de ces pays au commerce international. Dans ce contexte, les Ministres ont souligné l'importance qu'il y avait à lancer un troisième Cycle de négociations dans le cadre du Système global de préférences commerciales entre pays en développement au cours de la XI^{ème} session de la CNUCED. Ils ont également rappelé l'idée avancée par le Président Lula de l'ouverture éventuelle d'une zone de libre-échange entre les membres du G-20.

18. Les Ministres sont convenus de se réunir à nouveau lorsque cela serait nécessaire pour examiner les progrès accomplis dans les négociations sur l'agriculture et ils se sont engagés à maintenir un niveau élevé de coordination des positions du G-20 ainsi qu'un dialogue constant avec d'autres groupes et Membres intéressés afin d'assurer l'issue positive des négociations.

São Paulo, le 12 juin 2004"
